

## Communication de Mário Soares au Conseil de l'Europe (Strasbourg, 17 avril 1970)

**Légende:** Dans cette communication du 17 avril 1970, l'opposant à la dictature Mário Soares commente le rapport réalisé par un membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme au Portugal.

**Source:** Archives historiques du Conseil de l'Europe - Historical archives of the Council of Europe, Strasbourg, F-67075 Strasbourg Cedex. Political relations with member states, 030 CCN. Political relations with Portugal, 848/030 1951. Relations with Portugal (general), DE 0311/848.

Communication de M. Mário Soares, Confidentiel D36.838 01.64. Strasbourg: Conseil de l'Europe, 17.04.1970. 6 p.

**Copyright:** (c) Conseil de l'Europe

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/communication\\_de\\_mario\\_soares\\_au\\_conseil\\_de\\_l\\_europe\\_strasbourg\\_17\\_avril\\_1970-fr-6070d4e6-11e1-4633-b0f8-1721dca9ef4f.html](http://www.cvce.eu/obj/communication_de_mario_soares_au_conseil_de_l_europe_strasbourg_17_avril_1970-fr-6070d4e6-11e1-4633-b0f8-1721dca9ef4f.html)

**Date de dernière mise à jour:** 07/09/2012

## Communication de M. Mário Soares (Strasbourg, 17 avril 1970)

Je dois tout d'abord, chers messieurs, féliciter vivement Monsieur Goëss du rapport introductif, dont il est l'auteur, sur les droits de l'homme au Portugal. Il s'agit d'un document de tout premier ordre : l'objectif est basé sur une information large et assez exacte. Je dois toutefois avouer qu'il renferme certaines affirmations méritant d'être rectifiées. D'autre part, la conclusion à laquelle il aboutit, sur les perspectives ouvertes par le gouvernement de M. Caetano, me paraît, hélas, beaucoup trop optimiste.

Depuis l'éloignement de M. Salazar, en septembre 1968, on a essayé au Portugal de faire croire que la situation y évoluait dans le sens de la démocratie. Les droits de l'homme seraient prêts d'y être à nouveau respectés. On a ainsi monté une sorte de grande opération publicitaire, destinée surtout à influencer les pays européens. Le point culminant de cette opération fut les élections d'octobre 1969 à l'Assemblée Nationale.

Le rapport introductif reconnaît, il est vrai, que ces élections ne furent pas de véritables élections du point de vue démocratique. Mais elles auraient été moins faussées que du temps du dictateur Salazar. Ce dernier point n'est pas exact.

Les concessions faites par M. Caetano en vue du contrôle du scrutin par des représentants de l'opposition ne furent pas aussi importantes qu'elles ont pu paraître. Elles n'eurent pas cependant d'effet pratique. Ce contrôle s'est fait, il est vrai, dans les grandes villes, où d'ailleurs le pourcentage des abstentions fut écrasant ; mais il n'a pu s'opérer en province.

Les restrictions faites par les autorités à la propagande de l'opposition et à l'organisation, de la campagne électorale, du côté, de l'opposition, furent au moins aussi sévères que dans les phases les plus dures du salazarisme. Ces restrictions ont été spécialement scandaleuses dans les territoires d'Outre-mer, au Mozambique, par exemple, où les candidats de l'opposition n'ont pas été considérés éligibles, sous prétexte qu'ils n'avaient pas fourni la preuve qu'ils étaient Portugais d'origine. D'autre part, les cahiers électoraux concernant les territoires africains n'ont jamais été rendus, publics. Le gouvernement ne veut pas que l'on connaisse le nombre absolument dérisoire d'indigènes auxquels est reconnu le droit de vote.

Certains organes de la presse internationale ont souligné que, pour la première fois depuis quarante ans, l'opposition était allée aux urnes. Cela non plus n'est pas exact. Au temps du dictateur Salazar, l'opposition avait toujours présenté des candidats aux élections et elle les a parfois maintenus jusqu'à la fin. Cette attitude découlait toujours d'une même pensée : qu'il fallait profiter des campagnes électorales pour communiquer avec le peuple et pour dénoncer la politique totalitaire du régime.

En octobre 1969, un secteur de l'opposition - celui des républicains libéraux - a préconisé l'abstention, en considérant le manque de garanties. Après les élections, tous les secteurs de l'opposition - abstentionnistes, CEUD, CDE et même les monarchistes - ont dénoncé unanimement le manque total de sérieux qui avait caractérisé la campagne et le scrutin. Malheureusement ces protestations n'ont pu être connues parce que la censure en a empêché la publication.

Le rapport introductif note, à juste titre, que l'opposition portugaise s'est divisée, au moment des élections d'octobre, en deux courants principaux : CEUD et CDE. Il faut observer que cette division ne s'est vérifiée qu'en trois villes : Lisbonne, Porto, Braga. En plus, elle a résulté en partie des difficultés à s'organiser qu'éprouva l'opposition du fait que le gouvernement ne l'a laissée agir avec quelque liberté que pendant le laps de temps très réduit de la campagne électorale : un mois. Il faut ajouter enfin qu'en ce qui concerne le rétablissement des libertés publiques et l'exigence que l'État portugais devienne un État de droit, tous les courants de l'opposition ont été d'accord.

La différence entre les programmes de la CEUD et de la CDE vient de ce que le premier mouvement a proposé des solutions de rechange parfaitement possibles dans le cadre de l'Europe, tandis que le second - la CDE - a préféré la contestation globale. Paradoxalement, c'est la CEUD et ses partisans socialistes qui ont servi de cible principale aux attaques du gouvernement. Cet acharnement devient surtout notoire à partir de l'expulsion des membres de l'Internationale Socialiste qui s'étaient rendus au Portugal en octobre. Le

gouvernement a voulu alors déchaîner les passions au nom du patriotisme, contre les socialistes portugais qu'il a présentés comme des traîtres. Les protestations que nous avons faites aussitôt n'ont été rendues publiques qu'après le déroulement du scrutin.

Cette tactique du gouvernement s'est prolongée après les élections et elle va en s'intensifiant. C'est nous, les socialistes, qui sommes en ce moment les victimes principales de la répression et des campagnes de presse. Un livre de M. Magalhaes Godinho, deux livres de M. Salgado Zenha, deux livres de M. Paul Rego et un autre, dont je suis l'auteur moi-même, ont été récemment saisis. Tous ces auteurs sont, comme moi, des socialistes démocratiques. M. Salgado Zenha, l'un des plus éminents juristes portugais, ainsi que le note votre rapport, est en prison depuis le 19 février, sans avoir fait l'objet d'aucune inculpation. Un jeune étudiant socialiste, qui avait été candidat de la CEUD à Lisbonne - M. Jaime Gama - a été arrêté au début d'avril. Et le journaliste Raul Rego, lui aussi candidat de la CEUD par Lisbonne, vient d'être frappé d'une assignation à résidence.

Ce n'est pas tout. Ces derniers jours le gouvernement organise contre moi une campagne de calomnies dans la presse, à la radio et à la télévision, d'une ampleur jamais atteinte auparavant, M. Caetano lui-même m'a fait le redoutable honneur de m'attaquer dans un discours télévisé. En prenant comme prétexte des déclarations anti-colonialistes que j'ai faites au cours d'une conférence de presse à l'Overseas Press Club de New York, le 1<sup>er</sup> avril, il me présente au public comme un traître et cherche à faire croire que quiconque ne partage pas ses propres vues en matière de politique coloniale, aide les nationalistes africains, et mérite d'être châtié aussi rigoureusement qu'un espion. C'est M. Caetano lui-même qui emploie ce terme d'"espion". Bien sûr, je n'ai pas le droit de me défendre .....

Quelle est la raison de cette distinction faite aux socialistes ?

M. Caetano cherche à améliorer les rapports du Portugal avec les démocraties occidentales et dans ce cadre, il sait que les socialistes portugais sont ses principaux adversaires. Aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur, il cherche à élargir la base d'appui au régime, laquelle était très précaire du temps du dictateur Salazar. Dans cette optique, les communistes ne sont pas, pour le Gouvernement portugais, des ennemis très dangereux. Bien au contraire. M. Caetano a besoin de faire croire qu'il existe au Portugal un danger communiste, afin de justifier sa politique anti-démocratique. De même, il a besoin, de l'extrême-droite, des ultras, pour essayer de faire croire qu'il ne peut pas aller dans le sens de la libéralisation.

Seulement il n'y a pas de moyen-terme - de compromis - entre dictature et démocratie. Cela est bien manifeste dans le domaine de la politique coloniale. M. Caetano ne fait en cette matière que continuer de plus belle la politique de son prédécesseur. Et cela compromet toutes les chances d'une véritable, libéralisation, toutes les chances de progrès économique, toutes les perspectives d'une ouverture sur ces deux plans - politique et économique - dans le sens de l'Europe.

Il est connu que le rythme de la croissance économique s'affaiblit au Portugal depuis 1966. Simultanément, le nombre des émigrants ne fait qu'augmenter. Et la guerre coloniale exige des dépenses de plus en plus lourdes. Elle absorbe en ce moment plus de 50% du budget national. La crise de la jeunesse s'accroît, obligée à faire au moins 4 ans de service militaire obligatoire. Le nombre de ceux qui partent clandestinement afin de ne pas servir dans l'armée, augmente de jour en jour. L'isolement du pays s'accroît, ce qui oblige le gouvernement à aligner de plus en plus sa politique sur celle, scandaleusement raciste, de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud.

Ce sont là des données de base, qui conditionnent les options de M. Caetano et qui empêchent que sa "libéralisation" soit autre chose qu'une opération publicitaire.

Il est indéniable que la PIDE a changé de nom, ainsi que le parti unique. Il est indéniable que M. Caetano a fait quelques concessions à l'intention de l'opinion publique nationale et internationale (retour d'exil de l'Evêque de Porto, terme mis à ma propre déportation de l'île de St. Tomé, remplacement de certains ministres connus pour leur fanatisme salazariste). Mais les structures totalitaires du régime demeurent intactes. Tout pouvoir de décision est, comme auparavant, entre les mains du chef. Le commun des

Portugais ne peut toujours pas participer à la vie publique. La censure, maladie congénitale du régime, étouffe toujours les arts et l'expression de la pensée. Le droit à l'information indépendante est toujours refusé aux Portugais. N'importe qui peut être emprisonné sans accusation préalable et rester au secret pendant 180 jours, privé de l'assistance d'un avocat et sans que son arrestation soit entérinée par un juge. C'est ce qui arrive en ce moment même à MM. Salgado Zenha et Jaime Gama, parmi beaucoup d'autres. Les syndicats verticaux sont toujours obligatoires et tous autres sont interdits. La grève, même purement économique, est toujours considérée comme un crime contre la sécurité de l'Etat. Le secret de la correspondance est tous les jours violé. Les droits de réunion et d'association sont tout à fait inexistantes...

Ainsi, au Portugal, la voie paraît bouchée pour les partisans d'une solution pacifique. Mais nous avons besoin, pour survivre, de l'Europe. C'est du renforcement des rapports tant économiques que politiques, entre le Portugal et l'Europe, que peut découler un dynamisme nouveau, susceptible de changer la situation portugaise.

Nous, démocrates portugais, nous voulons entrer dans l'Europe - car c'est notre intérêt et celui de l'Europe Démocratique. Mais nous savons que nous ne pourrons - ni ne devons - y entrer sans que la démocratie soit rétablie au Portugal.

Nous savons que le Conseil de l'Europe s'intéresse au Portugal. C'est très important pour nous. Parce que vous êtes les défenseurs de la Liberté, de la Légalité Démocratique. Ainsi nous sommes sûrs que quand vous aiderez le Portugal vous n'oublierez pas que vous devez en même temps aider la Démocratie.

Mario SOARES  
Strasbourg, le 17 avril 1970